



## **CONF/PRES/SPEECH(2020)5**

### **Speech of Anna Rurka, President of the Conference of INGOs, at the 130th Session of the Committee of Ministers (Athens (videoconference), 4 November 2020)**

Mr Chairman, Ministers, Secretary General, Deputy Secretary General, Your Excellencies, Ladies and Gentlemen,

The Conference of INGOs of the Council of Europe expresses its congratulations to Greece for its Chairmanship of the Committee of Ministers. Many events and exchanges of views transmitted online were accessible to the general public. It was really very much appreciated.

Today we celebrate the 70th Anniversary of the European Convention on Human Rights. On this occasion, I would like to underline the importance of the implementation of judgements of the Court by the member States which goes hand in hand with the commitments made by the States to their citizens to protect the set of values and the rights on which the Council of Europe is built.

The Conference of INGOs welcomes with great pleasure and interest the Athens Declaration. The pandemic has brought a new dynamic to the exercise of representative and participatory democracy. A healthy democracy, based on Human Rights and Rule of Law, is also good for our health!

As the pandemic has amplified existing inequalities, we recommend reinforcing the ratification and implementation of the European Social Charter and its collective complaints procedure in order that people living on the margins of society, including migrants, can benefit from these rights.

La pandémie représente un danger majeur pour le droit à la liberté d'association et de réunion, le droit à la liberté d'expression et à une participation démocratique à la vie publique. Dans ce contexte, l'engagement du secteur de la société civile constitue une partie de la solution globale et les organisations de la société civile doivent être protégées des impacts négatifs de la crise sanitaire.

Cette crise sanitaire, la crise migratoire, le conflit du Haut-Karabakh, les actes terroristes, les discours et les actes de haine... tout cela menace notre « vivre ensemble ». A ces moments des crises, je pense à nos jeunes qui sont confrontés à d'énormes défis mondiaux tels que l'injustice sociale et climatique ou encore le chômage. Les jeunes ont besoin des opportunités de croissance pacifiques et interculturelles, leur permettant de développer les compétences nécessaires pour le soutien et leur implication dans des sociétés démocratiques et inclusives.

En tenant compte de cela, la Conférence des OING sollicite les Présidences successives du Comité des Ministres de placer en tête de l'agenda politique l'espace dévolu à la société civile au sein du Conseil de l'Europe et dans les Etats membres, afin de contrer les restrictions qui ont un impact négatif sur la participation démocratique et l'exercice des activités légitimes de la société civile dans la sauvegarde des droits humains, de la démocratie et de l'Etat de droit dans les Etats membres.

N'oublions pas que c'est dans la prise en compte des plus fragiles que l'on mesure la force des valeurs et des droits tels qu'ils sont déclinés dans la Convention Européenne des Droits de l'Homme. Ces valeurs et ces droits fondent la Démocratie et l'Etat de droit, fondent le Conseil de l'Europe et constituent la garantie pour un avenir meilleur.

Compte tenu de la fin de mon mandat prévu l'année prochaine, c'est ma dernière Session ministérielle. Je tiens à vous remercier Mesdames et Messieurs les Ministres pour votre écoute et votre confiance tout au long de ces années. Je reste confiante que grâce au multilatéralisme qui s'exerce au sein du Conseil de l'Europe, incluant les OING et la Conférence des OING, le Conseil de l'Europe sera proche des Européennes et des Européens pour faire face, avec eux, aux défis persistants et émergents qui travers l'Europe aujourd'hui.

Je vous remercie

Anna Rurka